



Depuis quatre ans, j'ai bien la sale impression d'écrire pour des personnages -nommés pour la plupart- aveuglés par les possibilités d'abus en tous genres quasi-illimités et saoulés par l'ivresse permanente apportée par un pouvoir purement et simplement usurpé, qu'ils entendent conserver en mettant en avant un président, élu certes, mais au bout du rouleau de la confiance populaire et de la capacité intellectuelle et technique à gérer un pays de 590.000 km². Ouf! Tout cela s'appelle périphrase les gars. Un exercice périlleux pour ceux ne maîtrisant pas bien le français. Cela pour vous dire que le filoha Hery Rajaonarimampianina en est devenu à s'abaisser à devenir le jardinier en chef de la Capitale Antananarivo, 88 km².

Cependant, au vu et au su de ce qui se trame dans les allées de ce régime Hvm qui ne semble même plus craindre la colère divine, il est formellement interdit de croiser les bras et se mettre les doigts dans le nez. Comme le dit un proverbe saharoui: «*nous aurons toute la mort pour dormir*». Ainsi, face aux déclarations du sénateur français Richard Yung, qui avait, à ses côtés, Véronique Voulard-Aneini, ambassadeur de France à Madagascar, et Rivo Rakotovo, président du Sénat du même pays, il faut se lever, s'insurger. Lisez attentivement la transcription des déclarations d'un très ancien socialiste (depuis 1968) devenu membre de la République en marche (REM) de Macron en 2017:

«*Écoutez: Moi je ne veux pas interférer avec les affaires intérieures malgaches, parce que c'est à vous, c'est au parlement et au gouvernement de prendre les décisions. Heu, heu, normalement il faut suivre le calendrier qui est prévu par la constitution. C'est sans doute la meilleure façon de faire. Mais si c'est pas possible de le faire (Ndlr: POURQUOI?) ben il faut prévoir, peut-être, une période de transition pour que les choses puissent être réglées (...)*».

Est-ce que Richard Yung aurait osé proposer cela chez lui, au Sénat français? Non!

Dura lex, sed lex

: la loi est dure, c'est la loi. Alors quel est le but de cette manœuvre vis-à-vis d'une constitution qui ne demande qu'à être respectée à la lettre et sur laquelle Hery vaovao a prêté serment le 25 janvier 2014? Comment -et pourquoi- un sénateur, français de surcroit, peut-il se permettre

de proposer une

«*possibilité*»

à des dirigeants imbéciles qui vont la prendre au pied de la lettre et faire en sorte qu'elle soit réalisée? Dans ce contexte, les fameux

«*liens historiques*»

entre l'Hexagone et la Grande île n'ont pas leur place.

Si Richard Yung était franc du collier, et sans vraiment «*interférer avec les affaires intérieures malgaches*» (il a raté une occasion de

se taire) , il aurait dit fermement:

«*La seule et unique manière est de suivre le calendrier prévu par la constitution. C'est, d'ailleurs, la base même de tout état de droit*»

. Point barre. Dès lors, son jour de non-gloire est arrivé. Par ailleurs, en parlant de «*choses*»

à régler, à propos des élections malgaches à venir, Richard Yung, par sa légèreté à aborder le sujet, me fait penser à Jean-Marie Le Pen et son

«*point de détails*»

concernant les fours crématoires des camps d'extermination nazis. Mais, ayant entendu cette histoire de transition, donc de possibilité de ne pas appliquer la constitution -pourquoi ce ne serait pas possible de le faire Mister Yung? Pour faire suite aux résolutions de l'ONU 3491 du 12 décembre

1979

jamais respectées par la France, à propos des îles éparses malgaches?- Rivo Rakotovao, président du Sénat mais également président du parti présidentiel Hvm (

Hery vaovao ho an'i Madagasikara

soit force nouvelle pour Madagascar en français), va creuser l'idée (pas une période de transition mais un report pur et simple des élections prévues, pourtant, par un calendrier inscrit dans la loi fondamentale) surtout que, quelques jours auparavant, il a déclaré à qui veut l'entendre:

«*le Hvm gagnera [les élections] par tous les moyens!*»

. Même avec des manœuvres les plus basses, les plus viles.

Ce n'est pas l'argent qui manque si l'on se réfère aux dernières manœuvres totalement ratées à l'Assemblée le 16 mars dernier (20 millions d'ariary par tête pour 70 députés en fin de mandat, fossoyeurs de leur propre nation car ayant voulu voté des textes primordiaux qu'ils n'ont même pas pris le soin de lire). L'important est de conserver le pouvoir jusqu'à en tronquer l'esprit des lois et merci déjà à Jean Eric Rakotoarisoa, président de la Haute cour constitutionnelle (HCC) qui a déjà fait ses preuves en la matière. Pendant ce temps, le pays tout entier glisse lentement mais inexorablement vers une régression totale et tous azimuts en seulement 4 ans. Cela est un record.

2014-2018. La descente aux enfers de la paupérisation à outrance du peuple malgache est due au seul et unique (dans tous les sens du terme) Hery Martial Rajaonarimampianina Rakotoarimanana). Avoir réussi à décrocher le trophée du 5ème pays le plus pauvre du monde, il aura été le seul à l'avoir fait. C'est lui qui est au pouvoir. Tous ses prédécesseurs élus (Tsiranana, Ratsiraka deux fois, Zafy, Ravalomanana) n'ont rien à voir avec l'actuelle invasion chinoise; les ventes de terrains domaniaux engendrant des expulsions mettant des milliers de Malgaches à la rue du jour au lendemain sur l'ensemble du territoire; la cherté de la vie face à un pouvoir d'achat quasi inexistant pour la majorité; les inexcusables coupures de courant inexplicables alors que les factures de la Jirama (société nationale d'électricité et d'eau n'ayant qu'un monopole de façade) ont augmenté de 100%... Face à ces réalités, un président imbu de sa personne, aveuglé par des rapports aussi mirobolants les uns que les autres, qui tente d'enjoliver les choses, monté sur des ressorts d'un désespoir pathétique à en pleurer.

Plutôt que de vous ressasser les pires et pures conneries rajaonarimampiennes qui, de toute façon, seront consignées noir sur blanc dans le prochain ouvrage *«Madagascar 2016-2018 : la descente aux enfers»*,
faisant suite à

«Madagascar 2014-2016: sous le sceau de Lucifer»

(en vente sur amazon.fr), je vous livre le résumé d'un article intitulé

«Madagascar, l'in vraisemblable désastre économique»

de notre confrère Yves Bourdillon, publié sur LesEchos.fr le 26 mars 2018:

«La grande île africaine est le seul pays au monde où le niveau de vie a reculé depuis 1960. La présidentielle de novembre prochain a peu de chances de changer la donne. Un désastre énigmatique. Madagascar, où une élection présidentielle se tiendra le 24 novembre prochain (Ndlr: il a dû entendre Henry Rabary-Njaka sur TV5 Monde, le 2 mars), est le seul pays au monde où le revenu par habitant a reculé en dollars constants (et de 30%, qui plus est) depuis 1960, l'année de son indépendance. Il ne dépasse pas 400 dollars aujourd'hui, à cinq places du pays le plus pauvre du monde. Les trois quarts de ses 25 millions d'habitants vivent sous le seuil de pauvreté».

Mais Yves Bourdillon n'est pas le seul à «révéler» ce que le monde entier connaît déjà grâce à Internet. Sur place, tous les voyants sont au rouge comme on dit, et dans tous les domaines de la vie. Seuls le couple présidentiel et une poignée de créatures malsaines de son entourage, voient leur avenir en... bleu, couleur du parti Hvm que ses membres s'acharnent à couvrir jusqu'à la moindre borne fontaine inaugurée par qui vous savez.

Pour vous donner des... données les plus sérieuses du monde, ci-après des chiffres émanant de la Banque mondiale elle-même. Ainsi, en 2018, Madagascar occupe le quatrième rang du classement des pays qui produisent le moins de richesses par habitant, avec un PIB par habitant de 424 dollars. Le pays a cette année un produit intérieur brut de 11,16 milliards de dollars pour une population de 26,33 millions d'habitants. Cela écrit, le rôle du journaliste consiste aussi à vous éduquer ses lectrices et lecteurs afin qu'ils comprennent bien les choses et pour qu'ils ne meurent pas idiots. Voici alors ce que vous devez savoir sur ce fameux PIB, au minimum.

Le PIB (produit intérieur brut) est un indicateur économique qui permet de mesurer la production économique intérieure réalisée par un pays. Le PIB a pour objet de quantifier la production de richesse réalisée par un pays sur une période donnée, généralement un an ou un trimestre, grâce aux agents économiques résidant dans le pays concerné. Il s'agit donc d'un indicateur qui reflète l'activité économique interne d'un pays. La variation du PIB d'une année sur l'autre permet de mesurer le taux de croissance économique d'un pays.

Le PIB mesure la valeur de tous les biens et services produits dans un pays sur une année. Il s'agit de la valeur des biens et services produits par des agents économiques résidant dans un pays, calculée selon le prix du marché. Il convient d'ajouter la valeur ajoutée récupérée par l'État. Une augmentation du PIB signifie qu'un pays connaît une croissance économique. A l'inverse, une diminution du PIB est une décroissance. (Source: journaldunet.fr)

C'est aussi simple, clair et limpide que çà. Mais le régime Hvm ignore tellement cela en tous points de vue -ou feint d'ignorer ce qui est du pareil au même- que c'est lui le premier et seul obstacle au développement réel de Madagascar. Un pays riche de toutes les richesses possibles existantes mais dont la population est archi-pauvre et mal éduquée de manière citoyenne car affamée à dessein loin, très loin même, de la res publica («*rehefa noana ny kibo mivezivezy ny fanahy*»)

Mais vous, à présent que vous en savez un peu plus sur ce que ce régime Hvm tente vainement de vous cacher par une phraséologie de femmes savantes et de précieux ridicules à la Molière, il est grand temps de vous décider: qu'ils volent, qu'ils mentent, qu'ils trichent, qu'ils accusent les autres et s'accusent entre eux, qu'ils inventent des «dossiers» sur les uns et les autres, ils ne pourront rien face à un taux de participation record aux prochaines élections. Que chacun de vous sensibilise les membres de sa famille, ses ami(e)s, ses connaissances, ces

voisins, etc. sur le fait que voter est un droit plus qu'un devoir et que c'est la seule manière de changer et faire bouger les... choses. Sinon, taisez-vous à jamais et mourrez anonymement dans la douleur du regret d'avoir, jusqu'à la fin, été inutiles ici-bas. Pour vous et vos descendants.

Quoi qu'il en soit, tout à une fin, même pour ce régime Hvm qui ne battra jamais le record de l'Arema (Avant-garde révolutionnaire de Madagascar), canal historique, avec 42 ans d'existence cette année 2018. Son fondateur, Didier Ratsiraka a été jeté hors du pouvoir par deux fois mais il est encore un témoin vivant de ses propres turpitudes.

Jeannot Ramambazafy – Article publié également dans «La Gazette de la Grande île» du mercredi 28 mars 2018



Prochain numéro, le mardi 3 avril

En raison de la commémoration des événements du 29 mars 1947 et des fêtes pascales, «La Gazette de la Grande île» n'a pas attendu le gouvernement pour accorder à son personnel un long congé à partir de demain, jusqu'à lundi pour lui permettre de souffler un peu dans cet océan de pauvreté. Par conséquent, le prochain numéro du journal paraîtra le mardi 3 avril.

Joyeuses fêtes de Pâques !